

**750.000 naissances, 230.000
avortements, 400.000 migrants
: ite missa est**



LA GUERRE DES VENTRES.

« ...et le ventre de nos femmes nous donnera la victoire... »
(Houari BOumediène, 1974). L'année qui vit Giscard d'Estaing
ouvrir le regroupement familial, contre l'avis de Raymond
Barre mais poussé par Simone Veil.

**2019 : 750.000 naissances (dont au moins 25 % d'extra-
européennes).**

230.000 avortements.

**400.000 entrées d'immigrants, légaux, illégaux, mineurs-
majeurs, fin-de-visas-mais-qui-restent, etc, etc.**

La messe est dite.

120 NUANCES D'ÉGORGEMENT.

Il faut absolument revenir sur le chiffre ahurissant, donné par Zemmour, de 120 attaques au couteau par jour en France. Chiffre que pour le moment Décodex et autres collabos n'ont pas contesté. Donc, les journalistes et les autorités cachent la vérité aux Français. Et cette étrangeté nommée Dupond-Moretti qui ose parler de fantôme d'extrême droite, quand le signalé paon nommé Darmanin prétend que c'est avec l'islam (religion de 99 % des agresseurs) que la République a le moins de problème. Macron, qui ne veut pas être en reste, nous gratifie de 450.000 envahisseurs par an, quand aucun ministre désarmeur de Français ne demande des contrôles de masse, vers les jeunes de la diversité, pour leur piquer leur couteau, et les expulser vers leur bled chéri. <https://www.sudinfo.be/id255967/article/2020-09-25/un-garcon-de-16-ans-poignarde-au-ventre-dans-le-dos-et-la-gorge-par-deux-jeunes>

Déjà en février dernier Le Fig et VA avaient publié sur les 120 attaques au couteau quotidiennes.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/plus-de-120-agressions-a-l-arme-blanche-ont-lieu-chaque-jour-en-france-20200216>

<https://www.valeursactuelles.com/societe/insecurite-en-france-plus-de-120-agressions-quotidiennes-larme-blanche-116130>

Donc l'encorané au hachoir n'a jamais été un mineur isolé. Là aussi, quelle gifle pour les étouffeurs de vérités premières. <https://français.rt.com/france/79200-faux-age-fausse-identite-profil-assaillant-hachoir-charlie-hebdo-precise>

Les complices des tueurs sont des Français parfaitement conscients de leurs actes. Ici, un juge. Serait-ce trop demander que de connaître son nom ? Juste pour savoir comment il se sent à l'heure qu'il est.

Le Val-d'Oise a contesté l'âge de Zaheer Hassan Mahmoud mais un juge a refusé les examens osseux car "la marge d'erreur doit profiter au demandeur".

Une fois de plus :

- l'idéologie d'un juge a provoqué un drame*

- *il ne sera jamais sanctionné*
 - *ce drame aurait dû être évité* pic.twitter.com/XKwNAEPSjq
- Tancrède □ (@Tancrede_Crptrs) [September 29, 2020](#)

Nos grands amis pakistanais. Le papa du tueur a reçu les félicitations de son village. Allez, soyons fous, enrichissons-nous, faisons venir le papa et tout le village ! Candide fait remarquer que c'est ce qui se passe avec nos frontières passaires : *» Contacté par téléphone par l'AFP, Arshad Mahmoud, qui se présente comme son père, s'est dit « très heureux » et « très fier » des actes de son fils, qui a « protégé l'honneur du Prophète ». « Le village tout entier est venu me féliciter », a-t-il assuré.* <http://www.laprovence.com/article/france-monde/6126836/attaque-a-paris-lidentite-reelle-de-lassaillant-au-coeur-de-lenquete.html>

Depuis que l'on sait que le déchet paki est un faux « mineur isolé », la presse sort le dossier, les bonnes âmes et autres « responsables » semblent se soucier du dossier. Deux articles : 80% de faux « mineurs isolés » dans le Val-de-Marne : <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/mineurs-et-rangers-non-accompagnes-en-seine-et-marne-pres-de-80-de-fraudes-20200928>

« Mineurs étrangers non accompagnés : en Seine-et-Marne, près de 80 % de fraudes »

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE DEVECCHIO @AlexDevecchio

LE FIGARO. – L'auteur de l'attentat contre des journalistes dans les anciens locaux de *Charlie Hebdo* serait un jeune Pakistanais qui prétend être entré de façon clandestine sur le territoire national alors qu'il était mineur.

Que sait-on de son itinéraire ?
Jean-Louis THIÉRIOT. – Je n'en sais que ce que j'ai pu en lire dans la presse. Le jeune suspect, de nationalité pakistanaise, serait entré il y a trois ans de manière irrégulière en France. Il se serait présenté en août 2018 auprès des services de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) du Val-d'Oise. Dans le cadre de l'évaluation de minorité, au vu de fort soupçon de fraude quant aux documents fournis, l'ASE aurait refusé de le reconnaître comme mineur. Le juge des enfants aurait alors été saisi par l'intéressé. Le magistrat aurait invalidé l'évaluation des services du conseil départemental concluant à sa majorité, tout en refusant un recours à l'examen de l'âge osseux. Dans ces conditions, le département a été contraint de l'admettre à l'aide sociale à l'enfance à dater du 19 juillet 2019. C'est donc bien en qualité de mineur étranger non accompagné (MNA) qu'il a commencé son périple meurtrier sur le territoire national, ce qui repose la question récurrente de leur statut.

Quel est l'état du droit et des pratiques administratives les concernant ?

En vertu de choix nationaux et de conventions internationales, le principe est l'accueil inconditionnel, que l'entrée soit régulière ou non, que les conditions du droit d'asile soient remplies ou non.

Les départements ayant pour compétence l'ASE, c'est à eux seuls qu'incombe l'entretien et l'éducation de ces jeunes. Le statut de MNA étant extraordinairement protecteur, il est député LR*.

légion. Alors que l'évaluation de minorité relève du régalién et devrait être à la charge de l'État, ce sont les départements qui doivent l'assurer. Ils ont une obligation légale de mise à l'abri jusqu'au résultat. Sur la base des documents fournis – le plus souvent faux –, de la cohérence du parcours évoqué par le requérant, et sans pouvoir imposer un âge osseux (des tests permettent d'évaluer l'âge d'une personne selon sa maturité osseuse, mais leur fiabilité est parfois contestée, NDLR), le département statue. Le taux de fraude est considérable. Dans le département de Seine-et-Marne, dont j'ai été le président et dont je suis toujours l'élu, il avoisine les 80 %. Nous avons ainsi vu des quadragénaires se revendiquer mineurs... Souvent

La libéralité du statut crée un appel d'air dont profitent les trafiquants d'êtres humains,

saisi, avec l'aide d'associations d'aide aux migrants, le juge judiciaire a la possibilité de ne pas tenir compte des évaluations du conseil départemental. Il peut prononcer des ordonnances de placement qui s'imposent à l'autorité administrative.

En dehors de ceux qui se présentent directement aux services départementaux, les MNA sont ensuite répartis entre les départements par une cellule nationale. À leur majorité, ils se voient attribuer quasi-automatiquement un titre de séjour, sauf menace avérée contre l'ordre public. Ils peuvent alors bénéficier du regroupement familial de droit commun. C'est donc une filière importante d'immigration clandestine.

Quelle est l'ampleur du phénomène ?

C'est un fait majeur. L'Association des départements de France évalue leur nombre en mars 2020 à plus de 40 000, avec une multiplication par trois depuis 2016, pour un coût total de 2 milliards compensé à seulement 50 % par l'État. La charge annuelle d'un MNA est évaluée à 50 000 euros. Dans un département comme le mien, nous sommes passés de 300 MNA en 2016 à un peu moins de 1 000, ce

qui représente environ 30 millions d'euros. Le phénomène, dans la plupart des cas, ne concerne pas des jeunes de pays en guerre pouvant relever du droit d'asile – environ 400 par ans. Il s'agit d'une immigration économique, venant surtout du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest. La libéralité du statut crée un appel d'air dont profitent les trafiquants d'êtres humains. D'après des sources policières, le passage d'un majeur est facturé entre 7 000 et 9 000 euros, celui d'un mineur jusqu'à 15 000. De ce point de vue, la loi asile et immigration adoptée par la majorité en 2018, qui prévoit d'offrir le regroupement familial aux frères et sœurs des MNA bénéficiant de l'asile, est une folie.

De façon générale, comment expliquer le nombre de MNA mis en cause dans des faits de délinquance, en particulier à Paris et en Ile-de-France ?

Il n'existe pas aujourd'hui de statistiques fiables. Mais une proportion significative de MNA participe à des activités délictueuses, d'autant qu'ils sont souvent en contact avec les membres les moins recommandables de leur communauté d'origine. Le sujet est suffisamment sérieux pour qu'une mission d'information sur les « problématiques de sécurité des MNA » ait été mise en place à l'Assemblée. Elle n'a pas encore rendu son rapport. En Seine-et-Marne, nous avons été confrontés aux larcins de MNA issus du Maghreb qui écumant les abords des gares. Auditionné au Sénat, le procureur de Paris, Rémy Heitz, a précisé : « Paris présente une réelle spécificité qui (...) tient beaucoup à la présence d'un nombre très important, en hausse considérable, de mineurs non accompagnés qui sont à l'origine d'une délinquance, inquisitive, de voie publique, particulièrement significative. » Le nombre de MNA déferés à Paris est passé de 1 500 à 3 000 entre 2015 et 2019, « ce qui est assez considérable (...). Nous sommes face à des mineurs qui sont des multirécidivistes (...). Ces mineurs jouissent d'un sentiment d'impunité extrêmement fort. »

Sommes-nous condamnés à l'impuissance ?

Cela suppose une réforme législative. Fidèle à ses engagements internationaux et à sa tradition d'humanité, la France ne peut faire l'économie d'accueillir dignement les mineurs qui se trouvent sur son sol. Mais pour s'assurer qu'il s'agit bien de mineurs, il faut que le refus de se soumettre à un test d'âge osseux constitue une présomption de majorité et que l'attribution d'un titre de séjour à la majorité ne soit qu'une exception justifiée par le droit d'asile ou un parcours exceptionnel d'assimilation. La règle devrait être l'expulsion à la majorité. Moins de 20 % des obligations de quitter le territoire Français sont hélas exécutées, souvent faute d'obtention de laissez-passer consulaires par les pays d'origine.

Ce sujet majeur doit devenir une priorité de notre diplomatie quitte à mettre en place une conditionnalité de l'aide au développement. Pris par d'autres urgences, le Quai d'Orsay y est très réticent. C'est pourtant le prix à payer pour un traitement de la problématique des MNA et des questions migratoires en général. Sans sous-estimer les difficultés, c'est, avant tout, affaire de volonté politique. ■

* Également avocat à la Cour et historien.

Les rencontres du FIGARO

Rencontre avec FRANÇOIS SUREAU

le 19 octobre à 20 heures
Salle Gaveau.

Réservations :
01 70 37 18 18 ou
www.lefigaro.fr/
rencontres



Celui du Parisien est aussi, bien sûr, réservé aux abonnés, vous en trouverez copie après notre revue de presse : <https://www.leparisien.fr/faits-divers/delinquance-en-ile-de-france-derriere-les-mineurs-isoles-l-ombre-des-reseaux-29-09-2020-8393511.php>

Et 37 M€ de plus pour bien tartiner du clando dans chaque patelin de notre France violée : « Les 37 millions d'euros supplémentaires permettront de financer la création de 4.000 nouvelles places d'hébergement des demandeurs d'asile », afin d'optimiser l'orientation entre différentes régions », principale difficulté qui conduit de nombreux migrants en

situation régulière à sortir du système de prise en charge qui leur est dédié. Au total, 3.000 places seront créées dans des Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), où ces derniers sont hébergés en attente de l'instruction de leur demande du statut de réfugié, et 1.000 autres dans des Centres d'accueil et d'examen des situations (CAES), sorte de premier sas permettant l'orientation d'un migrant en fonction de sa situation administrative.

Il s'agit, peut-on lire dans le PLF 2021, de « réduire les tensions observées dans les régions confrontées aux flux les plus importants », en premier lieu l'Ile-de-France. En plus de ces 4.000 places, 2.000 autres seront également financées « temporairement sur la mission « relance dans un contexte marqué par la crise sanitaire », souligne encore le document. Il s'agit, pour l'essentiel, de places (1.500) dans le dispositif de préparation aux retours, un programme qui permet à un étranger en situation irrégulière de rentrer dans son pays d'origine contre une somme d'argent. »

<https://www.europe1.fr/politique/budget-le-gouvernement-va-creer-4000-places-dhebergement-pour-demandeurs-dasile-3994852.amp>

Évidente lucidité. Et installation publique du seul vrai problème de fond minant la société française. On s'est relevé de la peste, du choléra, des gripes tueuses. **Personne, jamais, ne s'est relevé de l'Islam dès lors qu'il s'est imposé.**
http://www.lefigaro.fr/vox/societe/goldnadel-la-tragedie-francaise-a-pour-nom-l-immigration-massive-20200928?utm_source=app&utm_medium=sms&utm_campaign=fr.playsoft.lefigarov3

Dehors l'immonde barbu, dehors !
<https://www.leparisien.fr/essonne-91/essonne-qui-est-idriss-sihamedi-le-fondateur-de-barakacity-qui-s-en-prend-a-zineb-el-rhazoui-28-09-2020-8393472.php>

Lyon, les petits kapos de la charia harcèlent des bouchers qui vendent du porc :

<https://www.leprogres.fr/faits-divers-justice/2020/09/29/lyon-8e-des-employes-d-une-boucherie-gazes-parce-qu-ils-vendaient-du-porc>

Surinée de Rennes, 1/120/24 heures !

https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/rennes-une-femme-poignardee-a-maurepas-son-agresseur-en-fuite-6992580?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=rss_to_twitter

Melun, mince alors le surineur bourré a été remis en liberté !

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/melun-une-femme-agressee-pour-avoir-repousse-les-avances-d-un-homme-alcoolise-20200929>

Paris d'Hidalgo : ah ah ah ah !

<https://www.leparisien.fr/paris-75/paris-la-mairie-se-fait-voler-son-materiel-de-police-28-09-2020-8393352.php>

Et Choupinet, dans tout cela ? Il prépare son grand discours sur le « séparatisme ». BFM frétille. Un point à signaler : Choupi ne s'exprime que lorsqu'il y a des morts. 120 surinages par jour en France, cela ne compte pas, à croire que ces gestes d'intifada ne fracassent pas suffisamment tant les individus que les familles.

Attaque à Paris: pourquoi Emmanuel Macron reste pour l'heure silencieux pic.twitter.com/tD3URqNDai

– BFMTV (@BFMTV) [September 27, 2020](#)

Suivre l'actualité sur le meurtre de Victorine, 18 ans. Le doute subsiste sur l'auteur. Le

doute...<https://www.dhnet.be/actu/monde/le-corps-sans-vie-de-victorine-18-ans-a-ete-retrouve-5f71d8b7d8ad58621997259d>

<https://www.bvoltaire.fr/isere-le-corps-de-victorine-18-ans-a-ete-retrouve/>

Acte de guerre sur un terrain de foot. Du hachoir pakistanais à la hache maghrébine. De toute manière, ça coupe. Selon la ministre, circulez, y'a rien à voir. Retour sur un magnifique exercice de langue de bois désinformatrice. La méthode Choupinet dans toute sa dimension historique http://www.lunion.fr/id193766/article/2020-09-27/des-dizaines-dindividus-armes-de-battes-et-de-haches-sattaquent-une-equipe-de?amp__twitter_impression=true

<https://www.fdesouche.com/2020/09/28/islamisme-et-sport-il-ny-a-pas-de-donnees-objectives-pour-pouvoir-mesurer-cette-radicalisation-dit-la-ministre/>

50 NUANCES DE NÉO-FASCISME.

Loi Avia : Macron a raté son coup en France, il joue la même partition, au niveau de l'Europe. <https://www.contrepoints.org/2020/09/28/381017-loi-avia-la-france-tente-de-passer-en-force-par-la-voie-europeenne?>

Pour les débats internes : des réserves sur le Frexit, et le rappel que les collabos n'ont pas besoin de l'UE pour trahir la France. <https://www.polemia.com/le-frexit-une-impasse-politique-et-civilisationnelle/>

CORANOCORONA. LA GUERRE DEVIENT CARRÉMENT CIVILE.



Perronne évoque une attaque frontale contre le peuple. Et les Marseillais attendent le résultat du référé de Muselier. En attendant, les bars et les restos sont fermés, quant à la réunion Onfray-Raoult, elle a été annulée. Vous avez dit Mussolini au début ?
<https://tvs24.ru/pub/watch/1992/c-est-une-attaque-frontale-contre-le-peuple-le-peuple-fran-ais-doit-se-r-volter-pr-christian-perronne-chef-de-service-des-maladies-infectieuses-l-h-pital-de-garches/>

<https://français.rt.com/france/79215-patrons-bar-mobilises-par-is-contre-fermeture-imposee-22h>

Belle manif au Québec contre le masque et contre d'autres mesures gouvernementales. Asselineau dénonce le scandale des tests, et leur coût.

Quebec :

Asselineau :

Les visions du Grand Orient. Les frérots et les sœurette toujours occupés à produire des contenus « sur des sujets de désagréments réels » comme a dit Bauer. [3°\) livre-blanc-apres](#)

L'Afrique donne l'exemple et valide complètement la vision purement médicale de Didier Raoult. <http://www.leconomistemaghrebin.com/2020/04/09/coronavirus-le-miracle-de-lhydroxychloroquine-en-afrique/>

PENDANT LA GUERRE, LES AFFAIRES CONTINUENT.

Rugby : Les dessous de l'affaire Laporte-Altrad. Échos du terroir...<https://www.bvoltaire.fr/affaire-laporte-altrad-le-roy-et-les-jacobins/>

CHEZ LES GROTESQUES.

Fin de la mascarade Bigard, qui en plus baisse son froc et s'excuse d'avoir insulté Véran. Cela dit, l'attaque était violente.

<https://www.youtube.com/watch?v=XfB02S-boho&feature=youtu.be>

AUTRES FRONTS.

La Grèce se défend avec ses faibles moyens. Complicité avérée des ONG et des passeurs : « *Les accusés auraient activement soutenu des réseaux de trafiquants pour faire entrer clandestinement des migrants en Grèce. En utilisant notamment des informations confidentielles, transmises aux passeurs par messagerie privée, ainsi que les points de rassemblement des migrants en provenance de Turquie, et leurs coordonnées géographiques.* »

<https://www.breizh-info.com/2020/09/29/151307/collaboration-a-linvasion-migratoire-en-grece-33-membres-dong-inculpes-pour-avoir-fait-entrer-clandestinement-des-migrants-avec-la-complicite-de-passeurs/>

Et

:

http://www.citoyens-et-francais.fr/2020/09/grece-33-membres-d-ong-inculpes-pour-avoir-fait-entrer-clandestinement-des-migrants-avec-la-complicite-de-passeurs-ils-sont-accuses?utm_source=_ob_email&utm_medium=_ob_notification&utm_campaign=_ob_pushmail

Belgique, chaude ambiance familiale et droit de cuissage halal chez Belkacem ; le vieux bouc tripotait la promise importée de son petit-fils :

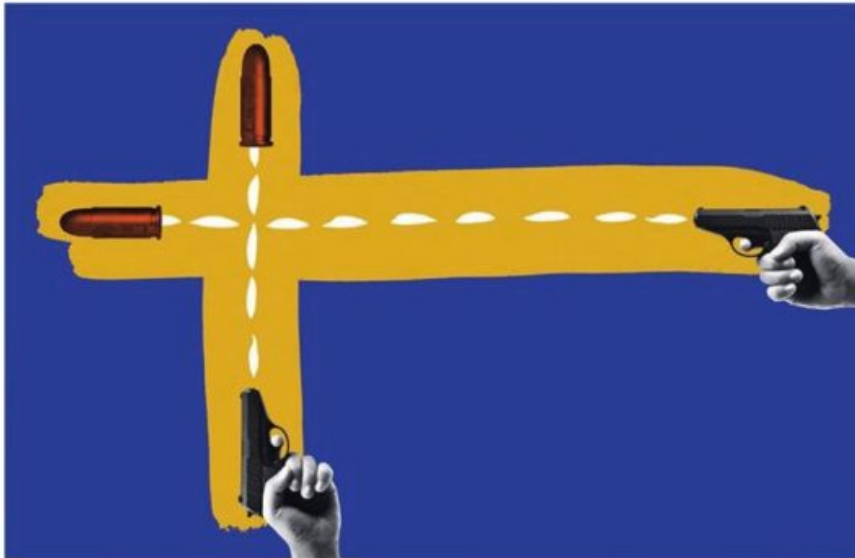
<https://www.sudinfo.be/id257322/article/2020-09-28/un-octogenaire-accuse-de-viol-charleroi-cest-elle-qui-me-tournait-autour>

La Suède et ses gangs d'origine immigrée :

Scandinavie

La Suède au temps des vendettas

Pour avoir tardé à prendre la mesure du problème, le pays semble incapable d'arrêter le cycle des règlements de comptes entre gangs rivaux. Inquiétant.



MARI FOUZ

Encore une victime de la guerre des bandes. Celle-ci n'avait que 12 ans et a été tuée par une balle perdue, dans la nuit du 1^{er} au 2 août, alors qu'elle promenait son chien à Botkyrka, en banlieue de Stockholm. Ce fait divers, qui a ébranlé les Suédois pendant l'été, est l'un des derniers en date d'une série de règlements de comptes entre jeunes criminels qui s'affrontent à l'arme automatique, à la grenade et au pain d'explosif.

La capitale est, ces dernières années, le théâtre régulier de cette vendetta qui n'épargne ni les beaux quartiers ni les villes moyennes. Dans ce pays de 10,5 millions habitants, le nombre de morts par balles parmi les hommes de 20 à 29 ans a triplé entre 2014 et 2018. A Stockholm, on compte 17 tués pour la seule année 2019. A Malmö, la troisième ville du pays, naguère si tranquille, le chiffre s'élève à 47 depuis 2011. Un exemple : l'année dernière, une femme médecin, âgée d'une trentaine d'années, a été assassinée à bout portant sous les yeux de son compagnon, un repris de justice, alors que le couple se promenait avec son bébé. Selon un procédé mafieux, l'homme est intentionnellement épargné afin de lui infliger une souffrance psychologique maximale. Glacant.

Longtemps dépassée et incapable de réagir, la Suède prend enfin la mesure du phénomène. Pour la première fois, cette année, la classe politique a effectué sa rentrée parlementaire en abordant le sujet de front, tous partis confondus. « Mais qu'attendez-vous pour agir ? » a exhorté le leader démocrate-chrétienne Ebba Busch en s'adressant au gouvernement rose-vert, le 8 septembre, dans l'hémicycle. Johan Pehrson (Parti libéral) réclame, lui, la construction de prisons supplémentaires. « Les gangs tuent nos filles et brisent le potentiel de vie de nos fils », s'alarme-t-il.

La police, qui a récemment reconnu l'existence de 40 gangs distincts venus de l'étranger, se mobilise. Sept mois durant, jusqu'à la mi-juin, l'opération Rimfrost (*givre*, en suédois) a permis de multiplier les patrouilles et de harceler les membres des bandes rivales tandis que le fisc, les douanes et l'organisme de recouvrement des dettes lançaient des contrôles. Le gros des efforts s'est porté sur Malmö, où la proximité du Danemark, accessible par un pont, a transformé la ville méridionale en porte d'entrée des trafics de drogues et d'armes.

Mais le bilan de Rimfrost est jugé pour le moment décevant, en dépit de points

positifs, notamment à Malmö, où « seulement » deux personnes ont été tuées en dix mois. « Notre offensive a déséquilibré les rapports de force entre bandes, ce qui s'est traduit... par de nouveaux règlements de comptes », constate Palle Nilsson, un officier de police en charge du dossier dans la capitale. La méthode du coup de pied dans la fourmilière a ses limites.

« Il existe un paradoxe suédois, pointe le criminologue Amir Rostami, également à Stockholm. D'un côté, la situation économique générale est plutôt bonne, l'Etat-providence fonctionne normalement et la délinquance moyenne est stable. Mais il existe un problème spécifique de grand banditisme. » Le profil des criminels a évolué : à la fin des années 1990, des membres des Hells Angels et des Bandidos se disputaient le contrôle de la drogue et des armes en provenance des Balkans, en marge d'une société paisible.

Encore actifs dans l'ombre, ces motards – des Suédois de souche – ont été dépassés par des bandes peu structurées, composées de jeunes immigrés de seconde génération ou nés à l'étranger. « Les blousons de cuir sont devenus des pères de famille effrayés par leurs successeurs arabes à la gâchette facile », estime sans détour le commissaire Glen Sjögren, qui a vu grandir les caïds actuels.

Sans surprise, l'extrême droite exploite la situation. Selon elle, « la politique d'immigration laxiste » des gouvernements de centre gauche ou de centre droit, est la cause de tous les maux. « Lorsqu'on crée des ghettos, comme à Malmö, on fabrique de la criminalité », estime Nima Gholam Ali Pour, un élu local des Démocrates de Suède (SD, extrême droite). Depuis la crise des migrants de 2015, ce discours gagne du terrain. Proportionnellement à sa population, la Suède est le pays de l'Union européenne qui a accueilli le plus grand nombre de demandeurs d'asile. Désormais, le gouvernement rose-vert a durci les conditions d'accueil et la législation anticriminalité. Cela n'a pas empêché les SD d'obtenir 17,5 % des suffrages aux législatives de 2018. « Si ces violences ne cessent pas, les Suédois vont finir par mettre l'extrême droite au pouvoir, avertit Mohamed Younsi, un imam des prisons qui, à Malmö, tente de faire passer ce message aux détenus, dans le cadre d'un programme initié par la commune. Et elle chassera les étrangers. » *

ANTOINE JACOB
(STOCKHOLM ET MALMÖ)

Norvège, viol et inceste halal, pour punition : https://www.thesun.co.uk/news/1965220/muslim-father-rapes-his-own-daughter-as-horrific-punishment-for-becoming-too-westernised-while-living-in-norway/?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=sha

[rebarweb](#)

Loukachenko renvoie Choupinet dans ses buts. <https://francais.rt.com/international/79185-president-francais-aurait-du-demissionner-loukachenko-macron-gilets-jaunes>

Les musulmans azeris contre les chrétiens d'Arménie. <https://francais.rt.com/international/79212-haut-karabagh-camp-armenien-accuse-azerbaïdjan-utiliser-des-mercenaires-syrie>

<http://www.lorientlejour.com/redirect/1234142>

Soutien total de #Erdogan pour l'#Azerbaïdjan qui attaque les terres arméniennes de #Artsakh #hautkarabakh. Il accuse même, c'est un comble !, l'#Arménie de menacer la paix... Qui s'en étonnera ? <https://t.co/lt20ah3E5P>

– J-Christophe Buisson (@jchribuisson) [September 27, 2020](#)

« L'Arménie est une pustule mécréante-beurk sur mon divin dos. Vas-y Erdogan, finis la ! » (Allah).

Danielle Moulins et Jean Sobieski

Article du Parisien sur les jeunes « mineurs isolés » délinquants, drogués et violents :

En région parisienne, le nombre d'interpellations de jeunes migrants délinquants pour des cambriolages et vols est en forte hausse. Les autorités veulent s'attaquer aux donneurs d'ordre qui pilotent ces ados toxicomanes, accros aux médicaments. Enquête.

Par Julien Constant, Denis Courtine (avec M.G)

Le 29 septembre 2020 à 05h47, modifié le 29 septembre 2020 à 06h03

Anouan, avec ses cheveux peroxydés, affirme avoir 14 ans. Il a été arrêté début septembre, en pleine nuit, dans la boutique d'un fleuriste de Plaisir (Yvelines), avec deux complices de 11 et 12 ans. Mais les tests radiologiques réalisés sur ses os à l'institut médico-légal de Garches (Hauts-de-Seine) lui en donnent 19. C'est ce qui a permis aux juges du tribunal correctionnel de Versailles de le condamner à 18 mois de prison ferme le 8 septembre. « Je vole pour le compte de deux Algériens qui me donnent des médicaments », a assuré le faux mineur devant les juges.

Ils sont des centaines, le chiffre exact est impossible à déterminer, de vrais mineurs, cette fois, pour la plupart marocains, à vivre de [cambriolages et de vols à l'arraché en Ile-de-France](#). Les policiers appellent ces jeunes délinquants des « mijeurs » (car ils se présentent toujours comme mineurs pour échapper aux poursuites). Et même les tests osseux sont sujets à controverse. Un magistrat le reconnaît : « C'est vrai qu'il y a une marge d'erreur de plus ou moins deux ans. »

Placés en foyers, «deux minutes après, ils fuguent»

C'est un casse-tête pour la justice et l'exaspération monte chez les victimes. S'ils ne s'emparent que de quelques centaines d'euros la plupart du temps, « le plus gros préjudice consiste surtout dans la réparation des dégâts causés », confie Alain Marcillac, référant sûreté de l'ordre national des pharmaciens. En moyenne, une facture de 3 500 euros.

LIRE AUSSI > [Yacine, Mohamed... du Maroc à la Goutte-d'Or, les parcours complexes des mineurs isolés](#)

Une razzia qui se traduit dans les chiffres. « Depuis trois ans, leur nombre a augmenté avec une succession de vagues migratoires », précise la préfecture de police de Paris. En

2018, on recensait 7603 interpellations de mineurs isolés dans l'agglomération parisienne (Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Hauts-de-Seine). En 2019, c'était 9 134 interpellations, soit une hausse de 20%. Et pour les huit premiers mois de 2020, on dénombre déjà l'interpellation de 6 309 mineurs étrangers, soit 300 de plus qu'en 2019 sur la même période. Une nouvelle augmentation de 42%, qui atteint même 51% à Paris !

A la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP), on précise que « la moitié des personnes interpellées pour cambriolages sont des mineurs isolés maghrébins ». « Parfois, on va avoir une réponse pénale digne de ce nom parce que le vol s'accompagne de violences, et là, la qualification juridique permet au parquet de pouvoir requérir l'enfermement des mineurs », souffle un haut gradé. Autrement, ils sont placés en foyer, « et deux minutes après, ils fuguent ».

«Une véritable vague sur l'ensemble de la région»

Depuis leur apparition fin 2016, dans le quartier de la Goutte-d'Or dans le nord de Paris, ces « mijeurs » délinquants avaient tendance à vivre et à voler dans la capitale, mais depuis la fin 2018, leurs activités s'étendent dans toute l'Ile-de-France, grâce au RER et aux trains de banlieue.

« On subit une véritable vague sur l'ensemble de la région, assure la procureure de Versailles, Maryvonne Caillibotte. Nous privilégions une politique pénale assez ferme en demandant l'incarcération en espérant qu'elle soit dissuasive ». Même ton de fermeté au parquet de Créteil : « Nous sommes sans concession notamment quand il s'agit de vols avec violence, assure la procureure. On requiert des mandats de dépôt dès que les mineurs sont connus ».

LIRE AUSSI > « C'est devenu invivable » : à Paris, la Goutte-d'Or craque face à l'insécurité

Catherine Delanoë-Daoud, avocate au barreau de Paris, coresponsable du pôle MIE (mineurs isolés étrangers), défend davantage l'idée « d'un placement en foyer ». « Il leur faut un accompagnement mais, à Paris, on les laisse partir en liberté surveillée, s'agace-t-elle. Le jeune doit alors revenir quelques jours plus tard devant le juge, en attendant, il dort où ? Eh bien il retourne dans la rue et ne revient pas devant le juge ! » « Quand un de ces mineurs arrive à l'heure à un rendez-vous, on est heureux... c'est ça la réalité, on doit s'en satisfaire », abonde un éducateur parisien. « Leur prise en charge est difficile, ces jeunes évoluent dans un environnement compliqué, entouré d'adultes pas bienveillants », confirme Serge Durand, directeur protection enfance mineurs isolés au sein de l'ONG France terre d'asile.

«En garde à vue, on n'a quasiment plus qu'eux»

Dans le Val-de-Marne, les policiers notent que la délinquance liée à ces mineurs est « en pleine explosion » dans les villes proches de Paris. Depuis le début de l'année, 86 d'entre eux ont été déférés au tribunal de Créteil. Dont vingt et un rien que pour le mois d'août. « De plus en plus, ils tentent leur chance plus loin en banlieue », analyse une source judiciaire. Même le sud de l'Oise subit une recrudescence de cambriolages.

Mais c'est dans la petite couronne que les raids sont les plus fréquents. « L'autre jour, en cinq minutes le long de l'ex-nationale 7, on a interpellé onze gars pour trois affaires distinctes », souffle un policier du Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.

« En ce moment, en garde à vue, on n'a quasiment plus qu'eux », constate un gardien de la paix de Choisy-le-Roi dans le

même département. Zakaria, 18 ans, arrêté à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), est connu sous 63 alias pour des faits commis à Paris, dans le Val-d'Oise, la Seine-Saint-Denis et les Yvelines en deux ans !

«Cinq cachets de Rivotril par jour»

Le point commun de ces délinquants, outre leur jeune âge, est d'être déjà toxicomanes, accros aux médicaments, notamment le Rivotril, un antiépileptique : Anouan, interpellé chez le fleuriste des Yvelines, affirme avaler « cinq cachets de Rivotril par jour. Je le prends depuis l'âge de huit ans parce qu'au Maroc, mes frères le vendaient dans la rue », assure-t-il. « Ce médicament provoque des effets désastreux, déplore un policier du Val-de-Marne. Une fois, on a interpellé des gamins, ils ne comprenaient rien tellement ils étaient défoncés. »

Derrière ces jeunes voleurs de rue se cachent des réseaux de voleurs internationaux. Et, au plus haut sommet de l'Etat, c'est l'inquiétude. L'Elysée a demandé la mise en place d'une coordination interministérielle entre les ministères chargés de la Police, la Justice, l'Education, la Santé... sur ce sujet des mineurs isolés.

Florian Bachelier, député (LREM) d'Ille-et-Vilaine, confirme : « En juin 2018, il y a eu des discussions entre le roi du Maroc (NDLR : Mohammed VI) et Emmanuel Macron. Et le président a demandé à Jean Castex de remobiliser le gouvernement ; car on voit bien que les filières de trafic d'êtres humains sont à l'œuvre. » A Rennes (Ille-et-Vilaine), ils sont « environ 300 mineurs isolés du Maghreb, ce n'est pas un hasard, les filières étudient la cartographie des territoires, Rennes est une ville qui a deux fois moins de couverture policière que des communes comparables », explique encore Florian Bachelier, qui a rencontré mercredi 23 septembre le garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti pour évoquer notamment cette question. Les

viles de Montpellier (Hérault) et Marseille (Bouches-du-Rhône) ne sont pas épargnées.

Dormir dans la rue ou dans des squats

« Ces adolescents viennent le plus souvent du Maroc et d'Algérie, décrit une éducatrice qui les fréquente quotidiennement. Ils passent par l'Espagne et se retrouvent à Paris. » Comme Anouan, qui a raconté à ses juges s'être arrêté à Barcelone en Espagne, puis à Perpignan (Pyrénées-Orientales), avant de monter dans un train pour Paris, où il vit dans un squat sous la férule de « patrons » qui lui fournissent ses précieuses pilules en échange du butin récolté lors des vols.

Ils dorment dans la rue ou dans des squats, selon les bandes qui se forment. Toutes les habitations abandonnées ou juste inoccupées sont visées. Il y a quelques semaines à Vitry (Val-de-Marne), le chef d'une petite bande d'adolescents [a tiré avec une arme à feu sur un de ses copains.](#)

« Parfois, les mineurs croient acheter leur maison, n'en revient pas un avocat de Créteil. J'en ai défendu un pour violation de domicile. Il me disait qu'il avait versé 300 euros pour occuper un pavillon abandonné. Un type lui avait refilé le bon plan moyennant de l'argent. »

«Avant tout des victimes de la traite des humains»

A Bordeaux (Gironde), ville étape entre le Maghreb et Paris, et pour la première fois en France, une cellule d'enquête consacrée à ce type de délinquance a été créée et a démantelé en février [un réseau de jeunes cambrioleurs](#), tenu par six membres d'une même famille, âgés de 30 à 50 ans, originaires d'Algérie. Ils sont suspectés d'avoir exploité un groupe d'une cinquantaine de petits voleurs qu'ils droguaient.

Emmanuelle Ajon, vice-présidente PS du conseil départemental de la Gironde, évoque des jeunes « qui sont avant tout des victimes de la traite des êtres humains. Pour moi, ce sont des mineurs sous la coupe de réseaux mafieux ou semi-mafieux ».

Cette affaire pourrait valider l'hypothèse échafaudée en région parisienne et qui, jusqu'alors, n'avait pas pu être confirmée : l'existence de filières organisées qui « pilotent » ces adolescents. Mais, pour l'heure, aucun service de police francilien n'a mis en place de cellule spécialisée. Des accords ont été passés, pour la seule ville de Paris, avec le consulat du Maroc pour le rapatriement de ces jeunes. La procureure de Versailles aimerait voir ces dispositions étendues, mais elle souligne « qu'il s'agit là de discussions qui doivent avoir lieu entre les représentants politiques des deux Etats ».

Me Catherine Delanoë-Daoud, qui gère plusieurs dossiers de mineurs isolés, ne « comprend pas qu'à Paris, on ne soit pas capable de gérer ces gamins », bien connus. « Le parquet a mis en place, en 2019, un procès-verbal de détermination d'âge (Pvda) », ajoute l'avocate, dans lequel figure l'identité du mineur, son nom, prénom, ses infractions, deux photos en pied et du visage. En plus de ce « Pvda, il y a le fichier d'empreintes digitales national qui permet de retrouver les alias », reprend l'avocate.

Emmanuel Daoud, avocat au barreau de Paris, insiste : « Si c'est une priorité, on doit donner les moyens aux policiers de couper le lien entre ces enfants et les receleurs, démanteler les réseaux et interpeller les adultes qui exploitent ces gamins. »

<https://www.leparisien.fr/faits-divers/delinquance-en-ile-de-france-derriere-les-mineurs-isoles-l-ombre-des-reseaux-29-09-2020-8393511.php>